

Durée de l'épreuve : 4 heures

Le sujet comporte : 6 pages

Ce sujet se présente sous la forme suivante :

I : Question sur un document :

5 points

II : Questions de cours :

5 points

III : Dissertation :

10 points

CORRIGÉ

Questions sur un document (cf. Annexe) (5 points)

1. A l'aide de quel concept économique peut-on analyser le problème économique posé par les émissions de gaz responsables du changement climatique ? (1 point)

Le problème économique posé par le changement climatique s'analyse à l'aide du concept d'externalité. Les externalités sont des effets sur le bien-être d'agents économiques causés par l'action de production ou de consommation d'autres agents économiques sans que l'échange passe par le marché et soit médiatisé par un prix. Ces effets externes peuvent être négatifs (ce sont des externalités négatives) s'ils diminuent le bien-être d'autres agents économiques ou bien positifs (ce sont des externalités positives) s'ils causent un bénéfice pour un autre agent économique.

Les gaz responsables du changement climatique comme le dioxyde de carbone ou le méthane sont à l'origine d'externalités négatives. Il s'agit des effets polluants de l'activité de l'homme dans la production, les transports mais aussi l'activité agricole qui conduisent à la montée des températures à la surface du globe. La COP21 de Paris en 2015 avait pour objectif de contenir à +2°C la montée des températures sur Terre à l'horizon 2100.

2. Expliquez le fonctionnement des deux instruments dans le texte qui permettent de donner un prix au carbone ? (2 points)

Le texte porte sur un premier instrument marqué par l'intervention de l'Etat avec la taxe carbone dont la hausse a été annulée à la fin de l'année 2018 suite au mouvement des gilets jaunes. Le second instrument qui est présenté à la fin du texte est un dispositif qui s'appuie sur les incitations de marché, il s'agit du marché de droits à polluer européen du carbone.

La taxe carbone vise à faire internaliser les conséquences de leur consommation de carbone aux consommateurs et producteurs. Ils paient donc « en fonction de la quantité de gaz à effet de serre émise

par un produit. Exprimée en euros par tonne de CO₂, elle est payée par les particuliers et les entreprises, et intégrée au prix final de l'essence, du gazole, du fioul ou du gaz naturel ». Cette taxation, dite à la Pigou, doit avoir un montant suffisamment élevé pour inciter les agents économiques à adopter des comportements plus vertueux en matière environnementale.

Le marché des droits à polluer concerne 11000 installations polluantes en Europe qui reçoivent un quota de droits à polluer. Ces quotas doivent couvrir leurs émissions réelles. Une entreprise a la possibilité de les échanger sur le marché du carbone, en les offrant si elle a moins produit donc moins pollué, en demandant des quotas si elle veut produire et donc émettre plus de carbone. En fonction du prix sur le marché du carbone, l'entreprise peut être incitée à investir dans des techniques moins polluantes pour éviter d'avoir à payer trop cher les droits à polluer.

3. Quels sont les obstacles rencontrés lors de leur mise en œuvre ? (2 points)

L'obstacle rencontré par la taxe carbone est que la hausse qui devait intervenir au début de l'année 2019 a lieu au même moment que des rattrapages fiscaux sur le prix des carburants et la remontée des cours du baril sur le marché mondial du pétrole. La difficulté apparue sur le marché du carbone est l'abondance de quotas délivrés dans un premier temps gratuitement puis aux enchères, ce qui entraîne un prix du carbone trop bas (environ 5 euros en 2017). Le signal prix envoyé par la taxe carbone est apparu trop coercitif pour les agents économiques alors que celui du marché du carbone est à l'inverse trop faiblement incitatif.

Questions de cours (5 points)

Les titres sur les marchés financiers. (3 points)

Les marchés financiers désignent « la Bourse » où s'effectue le financement à long-terme des agents économiques et la rencontre directe entre agents à capacité de financement et agents à besoin de financement. Les agents à besoins de financements peuvent avoir recours à plusieurs catégories de titres.

L'action est un titre de propriété acheté à une entreprise en échange de la détention d'une partie du capital de cette entreprise, et des droits sur la gestion de celle-ci qu'elle donne à la personne qui l'achète, dénommée actionnaire. L'entreprise peut aussi rémunérer ses actionnaires en versant une partie de ses bénéfices lorsqu'elle en réalise, ce sont les dividendes.

L'obligation est un titre de créance, c'est-à-dire qu'au lieu de détenir une partie du capital d'une entreprise, la personne qui l'achète détient une partie de sa dette, elle devient son créancier. L'entreprise se finance en émettant des obligations, qui peuvent être considérées comme des prêts. Acheter des obligations est aussi rémunérateur puisque l'entreprise verse annuellement à ses créanciers des intérêts appelés « coupons ».

Le produit dérivé est un contrat entre deux parties dont la valeur est indexée sur celle d'un autre actif (bien matériel, créances, stock, etc.). Il permet de fixer pendant une période donnée le prix de l'actif dans le but, pour le vendeur, de se prémunir de la baisse du prix de ces actifs. Les produits dérivés sont parmi les plus lucratifs sur le marché et représentent une grande partie des transactions financières et de l'activité spéculative (swaps, options, titrisation...)

Le protectionnisme : principe, moyens. (2 points)

Le protectionnisme pour une économie nationale est le fait de privilégier les biens et services nationaux en plaçant des barrières à l'entrée pour rendre les produits étrangers moins compétitifs. Cette doctrine

peut donc consister soit à abaisser le prix des exportations soit à renchérir celui des importations. Par exemple, pour protéger l'emploi domestique dans une industrie, un Etat augmente de façon artificielle le prix des biens étrangers par des droits de douane. Le bien-être du consommateur se détériore suite à la hausse des prix.

Les moyens déployés par un Etat pour protéger sa production domestique sont multiples. Les barrières tarifaires sont l'instrument le plus employé en relevant les droits de douane sur les produits étrangers. Cela redonne une compétitivité artificielle aux produits nationaux. Les barrières non tarifaires peuvent être des quotas d'importations, des normes ou des mesures administratives qui visent à freiner le volume des importations. Ce protectionnisme non tarifaire appelé néo-protectionnisme s'est développé car il est moins visible que les droits de douane que les traités internationaux ont visé à éliminer. Enfin, dans le cadre d'une politique monétaire externe, le taux de change peut-être déprécié pour stimuler les exportations comme le feraient des subventions publiques.

Dissertation (10 points)

À partir de vos connaissances et en utilisant les théories économiques les plus pertinentes, vous répondrez au sujet suivant : quelle efficacité de la politique économique pour stimuler la consommation des ménages ?

Introduction

La consommation effective des ménages représente près de 75% du produit intérieur brut du côté des emplois. La France avec un taux d'épargne de 15% se classe parmi les pays qui épargnent le plus en Europe. Une légère inflexion par la politique économique dans l'arbitrage des ménages entre consommation et épargne pourrait profiter à la croissance économique.

La politique économique désigne les couples objectifs / instruments à la disposition de l'Etat pour agir sur la conjoncture économique ou les structures économiques à long terme. La politique monétaire et la politique budgétaire sont les deux politiques conjoncturelles disponibles pour l'Etat.

La consommation finale désigne les biens et services achetés par les ménages détruits par l'usage. On parle aussi de consommation finale effective quand on y ajoute les dépenses individualisables réalisées par l'Etat en direction des ménages dans le domaine de la santé ou de l'éducation par exemple.

L'arbitrage des ménages entre consommation et épargne est l'allocation qu'ils font de leur revenu disponible entre une consommation immédiate et l'affectation d'une fraction de leur revenu sur l'épargne. L'analyse économique a permis de mettre en lumière les déterminants de cet arbitrage qui sont autant de leviers d'actions pour la politique économique. Mais les théories économiques ne sont pas d'accord sur l'importance relative de la consommation et de l'épargne pour la croissance ni sur l'efficacité des politiques économique pour infléchir les choix des ménages. Comment utiliser la politique économique pour agir sur la consommation des ménages ?

Après avoir vu l'action sur le revenu des politiques volontaristes keynésiennes, nous verrons que les courants libéraux ne pensent pas que les déterminants de la consommation des ménages soient accessibles et préconisent donc de ne pas utiliser les politiques économiques.

I La politique économique peut être volontariste pour soutenir la consommation des ménages

Stimuler la consommation par la politique économique est incontournable pour la théorie keynésienne qui met en avant le rôle des revenus pour changer l'arbitrage des ménages.

A) La consommation des ménages peut être stimulée par une hausse du revenu

La consommation des ménages dans la théorie keynésienne est croissante avec le revenu courant. Ce revenu courant peut-être approché par le revenu disponible brut qui comprend les revenus primaires et les prestations sociales auxquelles on enlève les impôts directs.

Une progression du revenu courant se traduit par une progression de la consommation finale des ménages. Cependant, en vertu de la loi psychologique fondamentale, la propension moyenne à consommer est décroissante avec le revenu. Cela signifie que les ménages quand ils perçoivent des revenus supplémentaires vont en épargner une part croissante.

Les ménages qui appartiennent aux catégories de revenus inférieures vont donc consommer une partie plus importante de leurs revenus alors que les catégories de revenus les plus aisées vont épargner une part plus importante de leurs revenus en proportion.

L'arbitrage des ménages entre consommation et épargne n'est pas fonction du taux d'intérêt. La baisse du taux d'intérêt pousse les ménages à thésauriser la monnaie plutôt que de placer leur épargne.

Le diagnostic d'une propension moyenne à consommer décroissante a des implications pour la politique économique dans la mesure où la demande sera structurellement insuffisante dans l'économie nationale.

B) Les courants keynésiens prônent des politiques économiques actives pour la consommation

Le diagnostic keynésien est celui d'une demande insuffisante à partir du constat qu'il effectue sur la crise de 1929. Les implications de cette crise sont celles d'une surproduction qui perdure aggravée par des politiques économiques restrictives.

La consommation finale des ménages est une composante essentielle de la demande anticipée des entreprises qui décident du niveau de leur investissement en fonction des débouchés. Si cette demande est trop faible alors les entreprises investissent moins, produisent moins et embauchent moins.

L'équilibre de sous-emploi keynésien vient d'une demande insuffisante et ne peut se résorber sans intervention de l'Etat avec ses politiques économiques. Il peut baisser les taux d'intérêt par la politique monétaire pour stimuler le crédit à la consommation et à l'investissement des entreprises. Il peut lancer des investissements publics pour recycler l'épargne excédentaire ou soutenir la consommation grâce à sa politique budgétaire.

Les ménages dans la théorie keynésienne vont consommer une partie des revenus supplémentaires dans la mesure où ils ne perçoivent pas que leur pouvoir d'achat a pu diminuer en raison de l'inflation. Cette illusion monétaire permet d'enclencher le mécanisme du multiplicateur keynésien et ainsi ramener l'économie sur le chemin du plein emploi.

Depuis les années 1980, les relances keynésiennes en raison de leur effet inflationniste et du gonflement de la dette des Etats sont moins utilisées. Elles restent néanmoins la pierre angulaire de l'action des Etats en cas de crise économique comme l'ont montré les relances budgétaires et la politique monétaire expansionniste suite à la crise des subprimes en 2009.

Transition : Nécessaire et efficace pour les keynésiens, la politique économique pour stimuler la consommation peut se révéler inefficace voir néfaste pour les libéraux.

II La politique économique ne doit pas influencer la consommation des ménages

L'arbitrage des ménages entre consommation et épargne n'offre pas l'opportunité d'agir pour les théories libérales qui préconisent la neutralité des politiques économiques.

A) L'épargne est le préalable à l'investissement et à la croissance économique

Pour la théorie néo-classique, l'arbitrage individuel du consommateur dépend du taux d'intérêt qui commande le choix entre consommer aujourd'hui et épargner donc consommer plus tard. Une baisse du taux d'intérêt à deux effets de sens contraires, un effet de substitution en rendant moins attractive l'épargne ce qui conduit à consommer plus, un effet revenu qui pousse à épargner plus pour compenser la baisse de la richesse des ménages.

Faire le choix de stimuler la consommation des ménages revient à prendre le risque de diminuer l'épargne qui est un préalable de l'investissement. L'épargne est donc nécessaire pour accumuler du capital du côté de l'offre ce qui est fondamental pour la croissance économique.

La théorie du revenu permanent de Friedman montre que la consommation dépend de la richesse présente mais aussi anticipée et pas seulement du revenu disponible constaté aujourd'hui. Les variations de revenus à court-terme sont assimilées à des revenus transitoires qui sont épargnés et ne modifient donc pas la consommation des ménages.

La théorie du cycle de vie démontre enfin le rôle fondamental de l'âge dans le choix d'épargner pour lisser la consommation alors que le profil de revenu est lui plutôt accidenté sur la durée de vie. Cette théorie en déduit l'importance du facteur démographique pour comprendre le partage macroéconomique entre consommation et épargne.

B) Les courants libéraux privilégient la neutralité des politiques économiques

Les politiques économiques de relance keynésienne ont dans le meilleur des cas un effet à court-terme en améliorant la situation de l'emploi jusqu'à ce que les agents économiques demandent un rattrapage de salaire pour compenser la perte de pouvoir d'achat.

La baisse du taux d'intérêt ne peut avoir comme résultat qu'une baisse de l'épargne des ménages qui est nécessaire pour l'investissement. Ces théories ne prennent pas en compte l'apport de l'épargne étrangère en économie ouverte ou de la création monétaire par les banques qui est vue comme une distorsion sur le marché du capital dissuadant les ménages d'épargner à cause de taux d'intérêt trop faibles.

Pour les théories qui raisonnent en anticipations rationnelles, on ne peut même pas miser sur un effet temporaire d'une relance keynésienne, les agents économiques épargnant la relance sachant devoir la rendre à l'Etat plus tard sous forme de hausses d'impôts. Cette vision pessimiste de la politique économique invite à ne pas l'activer en direction de la croissance.

Finalement, la neutralité des politiques économiques est préconisée. Un budget équilibré évite tout effet d'éviction sur le marché du capital par la dépense publique. L'Etat n'emprunte pas pour soutenir la consommation des ménages. La politique monétaire ne cherche pas à baisser le taux d'intérêt et accepte le rôle fondamental de l'épargne conformément à la loi des débouchés, même si celle-ci aboutit à du chômage en raison de l'insuffisance de la demande.

Les politiques de soutien de la consommation échouent à réduire de façon structurelle le taux de chômage. Elles creusent les déficits publics et sont accusées de préparer les crises économiques suivantes en n'obligeant pas les agents économiques à procéder au nécessaire désendettement. Les périodes de dépression économique sont une respiration utile dans le cycle économique.

Conclusion

La politique économique soutient la consommation pour la théorie keynésienne et elle est appliquée dans les situations d'urgence économique lors des crises. Ses inconvénients lui font préférer la neutralité pour les courants économiques libéraux qui attirent en particulier l'attention sur la déformation du partage du revenu au détriment de l'épargne.

À l'heure de la mondialisation économique, l'autonomie des politiques économiques se trouve réduite et elles sont plutôt orientées vers la compétitivité des entreprises que le pouvoir d'achat des ménages. Plus que jamais pourtant, les pays développés doivent soutenir le revenu disponible des ménages qui continue à jouer un rôle actif sur la volonté d'investir des entreprises, même en l'absence d'épargne domestique.

le cnam
intec